



DÉCLARATION CONJOINTE À LA RÉUNION DE HAUT NIVEAU DE 2022 DES NATIONS UNIES SUR LE NOUVEL AGENDA URBAIN

Du collectif organisé des gouvernements
locaux et régionaux





IMPLEMENTING
THE NEW
URBAN AGENDA

À l'occasion de la réunion de haut niveau sur le nouvel agenda urbain, six ans après l'adoption du document final de Quito, notre circonscription se réunit pour réitérer son soutien à la réalisation de la contribution des agendas de développement universels. Cette réunion de haut niveau est une occasion cruciale de souligner le rôle que joue le Nouvel agenda urbain en tant qu'accélérateur des ODD et de l'Agenda 2030, en tant que base pour atteindre l'Accord de Paris, le Cadre de Sendai et les Pactes mondiaux pour les migrants et les réfugiés, faire émerger un nouveau modèle de développement ancré dans la durabilité sociale, économique, environnementale et territoriale.

Certaines des inégalités les plus criantes entre nos populations se sont creusées ces dernières années. Le COVID-19 a exacerbé les tendances déjà existantes en matière d'asymétries de revenus et de pouvoir. Dans un monde confronté à une crise sans précédent, les gouvernements locaux et régionaux et leurs associations représentatives ont été et sont toujours à l'avant-garde de la prestation de services tout en favorisant une culture de la paix.

Les gouvernements locaux et régionaux se sont efforcés d'atténuer les pires effets de la pandémie et de s'engager dans une reprise durable en ajoutant la dimension des soins à leur prestation de services. Prendre soin de leurs communautés est devenu une manière de gouverner avec empathie, en accordant la priorité aux biens publics répondant aux besoins des personnes, quels que soient leur sexe, leur âge, leur handicap, leur statut économique ou administratif : assurer la durabilité économique et permettre les moyens de subsistance et le bien-être dans notre société. Ce virage vers un avenir meilleur doit être un effort collectif qui facilite l'accès aux services de base et la défense des droits de nos communautés.

Un grand merci à l'Équateur pour son soutien à la convocation de l'Assemblée mondiale de gouvernements locaux et régionaux



BILAN DES CINQ ANNÉES APRÈS L'ADOPTION DU NOUVEL AGENDA URBAIN

Le Nouvel agenda urbain a été un document pionnier, consacrant l'approche du droit à la ville, soulignant la pertinence des principes du droit à la ville pour reconquérir les espaces urbains en tant que lieux collectifs pour les communautés, avec un engagement envers une approche fondée sur les droits qui donne la priorité au social. fonction de la ville. Le processus de son adoption témoigne également de l'importance de la mobilisation des acteurs non étatiques.

Le Nouvel Agenda Urbain offre une opportunité de territorialiser et d'accélérer la réalisation des agendas universels de développement et d'assurer un développement responsable, équitable, inclusif et durable de nos territoires, de préserver les biens communs, notamment l'air, l'eau et le sol, et le droit à l'autonomie universelle. et un accès effectif aux ressources vitales. La production et la distribution alimentaires doivent être centrées sur les besoins des citoyens en termes de nutrition et de bien-être et les systèmes alimentaires doivent tenir compte des liens urbains-ruraux et être guidés par une gouvernance à plusieurs niveaux. Les gouvernements locaux et régionaux sont des acteurs clés pour transformer les systèmes alimentaires par opposition aux simples consommateurs, garantissant qu'ils sont durables et inclusifs.

Cependant, plus de cinq ans après, alors que nous faisons le point sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain, la situation actuelle suscite des sentiments mitigés. L'engagement des gouvernements nationaux envers sa mise en œuvre reste limité ; les reculs apportés par la pandémie (et au-delà) au droit à la ville et la montée des inégalités élargissent le cercle de l'exclusion et de la discrimination. Malgré cela, il existe des initiatives et des mesures motivées par le soin qui apportent de l'espoir à l'idée de réaliser le Nouvel Agenda Urbain.

Même avant la crise du COVID-19, le sans-abrisme était en augmentation, touchant les communautés marginalisées et historiquement défavorisées et, de plus en plus, les ménages à revenu moyen et supérieur. De plus, environ un quart des communautés urbaines du monde résident dans des bidonvilles ou des espaces d'informalité et de précarité. Garantir un logement adéquat abordable et un accès équitable est essentiel, une pierre angulaire pour réduire les inégalités et faire face aux défis de l'ère urbaine, et cela ne peut se faire qu'en impliquant les GLR dans le processus.

Les gouvernements locaux et régionaux restent déterminés à renforcer la collaboration initiée dans le cadre d'Habitat III et à promouvoir le droit à la ville en tant que cadre utile de transformation, favorisant la fonction sociale de nos villes et territoires et capable de surmonter les inégalités sociales et territoriales grâce à la prestation de services publics de qualité. Dans ce contexte, il est de notre devoir commun, en tant que groupe organisé de gouvernements locaux et régionaux, représentant plus de 250 000 gouvernements locaux et régionaux et composé de 27 réseaux, de déployer des efforts supplémentaires pour attirer davantage l'attention sur le nouvel agenda urbain en tant que composantes essentielles et un accélérateur pour la réalisation des ODD pour des villes durables, inclusives, accessibles, justes et plus sûres pour tous.



LES LEÇONS DE LA PANDÉMIE

Au pire de la pandémie, ce sont souvent les gouvernements locaux et régionaux, soutenus par leurs associations et leurs réseaux à travers le monde, qui ont travaillé sans relâche en première ligne pour prendre soin de leurs communautés et protéger leurs droits et leur santé via la prestation de services publics locaux, soutenant la santé mesurer et assurer les moyens de subsistance des travailleurs.

La pandémie nous a montré que nous ne sommes aussi forts que les plus vulnérables d'entre nous et que, en particulier, ce sont les femmes, les enfants, les personnes de couleur, les personnes handicapées, les personnes âgées et d'autres groupes marginalisés qui continuent d'être touchés de manière disproportionnée. Les gouvernements locaux et régionaux l'ont compris et l'ont pris à cœur en assurant le maintien des services essentiels comme les transports publics, en contribuant au maintien des mesures sanitaires, en promouvant un écosystème de services qui pourrait protéger les communautés dans les pires moments.

En fin de compte, la pandémie nous a appris que la responsabilité de veiller à ce que toutes les populations aient accès à des services publics locaux de qualité incombe aux gouvernements locaux, métropolitains et régionaux. La coopération entre les gouvernements nationaux, locaux et régionaux, ainsi que les alliances avec les acteurs locaux, sont essentielles pour assumer ces responsabilités. À l'avenir, le renforcement de la capacité de nos systèmes de services publics locaux définira comment les villes et les territoires peuvent atténuer les impacts négatifs des urgences complexes auxquelles sont confrontées leurs populations.



LES SOINS AU CENTRE DE L'OFFRE DE SERVICES DE PROXIMITÉ

Il est essentiel de s'appuyer sur l'affichage des soins fournis par les gouvernements locaux et régionaux au cours des dernières années. Les soins sont une dimension qui doit être intégrée dans toutes les décisions politiques, à commencer par la protection de la santé de nos communautés et l'accès à des territoires sains. Nous devons honorer nos engagements en faveur d'une couverture sanitaire universelle et égale en veillant à ce que les vaccins soient un bien public et en réunissant toutes les parties prenantes dans l'élaboration d'un traité sur la pandémie.

Réduire la fracture numérique est plus crucial que jamais, les droits numériques et la protection des droits de l'homme au niveau numérique devenant de plus en plus vitaux, et les gouvernements locaux et régionaux ont été la première sphère de gouvernement à reconnaître cette réalité. Il est nécessaire de mettre en place un cadre d'égalité assurer la pleine inclusion et participation de tous, y compris les groupes vulnérables, dans la sphère numérique, et créer des infrastructures publiques pour faciliter l'égalité d'accès à l'internet dans les espaces publics et garantir un soutien adéquat en tant que nouveau service public renforcé afin de garantir les droits universels.

Favoriser l'égalité des sexes inclusive et la participation des femmes et des dirigeantes féministes locales à la prise de décision est au cœur des processus démocratiques et essentiel pour permettre une gouvernance avec empathie et répondre aux divers besoins et aspirations des communautés. L'implication des personnes en position vulnérable dans la gouvernance, en particulier les personnes âgées, les migrants et les personnes handicapées, contribuera à des territoires qui fonctionnent pour tous.

Reconnaître les contributions positives des populations migrantes et déplacées à leurs communautés d'origine, de transit et de destination est une condition préalable pour garantir que la reprise soit inclusive, juste et équitable, quel que soit le statut migratoire. Cette reconnaissance exige un rôle actif de toutes les sphères du gouvernement et des membres de la société pour traiter et éliminer les sources de discrimination qui empêchent de nombreuses personnes et communautés d'accéder aux opportunités et de jouir pleinement de leurs droits.

Le rôle des gouvernements locaux et régionaux en tant que levier de transformation devient de plus en plus évident. Toutes les leçons que la pandémie nous a apprises ne peuvent être mises à l'épreuve que si les gouvernements locaux et régionaux sont inclus dans les processus décisionnels à tous les niveaux, et si le système international répond pleinement aux besoins de tous les acteurs.



PRIORITÉS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX POUR LE NOUVEL AGENDA URBAIN

Le droit à un logement sûr et abordable, aux soins de santé, aux services de base, à un environnement propre, à une éducation publique de qualité, est aussi nécessaire aujourd'hui qu'il l'était lorsque le Nouvel Agenda Urbain a été adopté. L'accès au logement reste un défi, les inégalités se sont creusées et l'urbanisation n'offre pas l'égalité des chances à tous, mais dans de nombreux cas, elle entrave l'accès aux services

Cette même question est vraie lorsqu'il s'agit de technologie : un instrument pour améliorer la vie de nos communautés qui doit être accessible et abordable pour tous, indépendamment de l'âge, du sexe, du handicap ou du revenu. Les gouvernements locaux et régionaux jouent un rôle essentiel dans la promotion d'un développement numérique équitable, éthique et inclusif, en exploitant l'IA et en garantissant que la technologie est accessible à tous.



PROTÉGER NOTRE PLANÈTE

L'action climatique est une nécessité pour assurer un avenir à nos communautés. Cette action ne peut cependant pas reposer uniquement sur la modification de nos habitudes actuelles : nous devons sortir d'un modèle économique ancré dans la « croissance », et repenser notre rapport à la nature, et donner la priorité au bien-être des peuples et de la planète, y compris la gestion des forêts de feu. Des systèmes alimentaires localisés prenant en compte la nutrition, la sécurité alimentaire et l'ensemble du cycle alimentaire ainsi que l'importance des territoires et des villes intermédiaires seront essentiels pour développer des modèles plus justes.

Les gouvernements locaux et régionaux ont toujours été pionniers dans le développement de transports publics durables. Ils facilitent un transport fluide, efficace et intelligent pour fournir de meilleurs services publics à tous. Les transports publics restent une pierre angulaire de la prestation de services, un pilier de la croissance économique et pour assurer une relance verte.



PROTÉGER NOS COMMUNAUTÉS

La santé est une dimension critique qui doit être comprise au-delà de l'accès aux soins de santé. Nous devons comprendre l'importance que des villes et des régions saines et accueillantes pour les aînés, avec des espaces ouverts accessibles à tous, peuvent avoir dans le développement de communautés saines. La pandémie a montré l'importance d'assurer un accès égal et sûr aux espaces publics, ce qui commence à être compris par les décideurs politiques comme une question centrale. La transformation des espaces publics en centres de socialisation doit aller de pair avec la facilitation de l'accès à des espaces verts publics sûrs, et la planification de nos communautés doit être impliquée dans tous les aspects de l'élaboration des politiques.

Nous devons consolider toutes les formes de culture, y compris les savoirs traditionnels, en tant que véritable pilier du développement durable dans des sociétés solidaires. Les politiques publiques doivent garantir les droits culturels pour tous et répondre à la fois à l'accès, à la participation et à la contribution à la vie culturelle, et aux principaux défis de notre temps, tels que le changement climatique, l'accessibilité, l'égalité des sexes, la santé, la résilience, la cohésion sociale et la paix. L'implication de la société civile est essentielle à cette fin et pour parvenir à des conditions de travail décentes pour le secteur de la culture, dont la précarité préexistante a été gravement aggravée par la crise.



LE NOUVEL AGENDA URBAIN ET LA LOCALISATION DES AGENDAS MONDIAUX

Les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Nouvel agenda urbain montrent que nous ne sommes pas là où nous devons être : peu de pays ont mis en place les politiques ni la capacité d'en faire une réalité, et le document n'est pas perçu comme ce qu'il est vraiment : un levier clé pour l'accélération des agendas.

Notre circonscription est convaincue que l'Agenda 2030 reste un cadre adapté à la transformation de nos systèmes. Cela ne peut se faire sans localisation : leur mise en œuvre effective de bas en haut. Des mécanismes de coordination efficaces, établissant des synergies, des interconnexions et des partenariats entre les sphères de gouvernement et les parties prenantes restent essentiels pour transformer nos engagements communs en actions efficaces.

Le rôle du suivi local, par le biais d'examen locaux et infranationaux volontaires (VLR et VSR) de la mise en œuvre des objectifs de développement durable, offre une voie à suivre. Ces mécanismes témoignent de la volonté politique de contribuer réellement aux changements systémiques qui doivent être déclenchés pour ne laisser personne ni place derrière, pour une transformation ascendante, et une inspiration pour les processus de suivi du Nouvel Agenda Urbain.

Nous sommes prêts à démontrer l'interconnexion entre le Nouvel agenda urbain, les Objectifs de développement durable (ODD), ainsi qu'avec le Programme d'action d'Addis-Abeba, le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et le Pacte mondial sur les réfugiés. Nous sommes convaincus qu'au-delà de l'accélération, il peut territorialiser et assurer une réalisation ascendante de l'Agenda 2030, en s'appuyant sur un système de villes et de régions métropolitaines et intermédiaires, et que tous les agendas de développement universels sont interconnectés et doivent être réalisés à l'unisson.



LE NOUVEL AGENDA URBAIN COMME PIERRE ANGULAIRE DE L'AGENDA COMMUN

Le document Notre programme commun du Secrétaire général des Nations Unies reconnaît que le moment est venu de mettre en place un système multilatéral plus fort, plus interconnecté et inclusif, ancré au sein des Nations Unies. Cela appelle la transformation inévitable du système international face aux défis renouvelés, grâce à une implication plus forte de toutes les parties prenantes concernées, et nous chercherons à avoir un groupe consultatif sur les gouvernements locaux et régionaux.

Le potentiel du Nouvel Agenda Urbain ne peut être sous-estimé en tant que pierre angulaire pour réaliser la transformation nécessaire. Par sa mise en œuvre, nous serons plus proches de la réalisation du Droit à la Ville, considérant nos territoires comme des biens communs, et gérés grâce à l'implication de toute la communauté.

En bref : grâce à sa localisation, nous serons plus près de livrer un contrat social renouvelé ancré dans les droits de l'homme ; façonner l'avenir entre et parmi les générations ; à fournir des biens publics mondiaux ; et à adapter le système des Nations Unies à une nouvelle ère, les quatre piliers de l'Agenda commun.



LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX APPELLENT À UNE MISE EN ŒUVRE EFFICACE DU NOUVEL AGENDA URBAIN

C'est ce que nous appelons en abordant le renouvellement du système multilatéral. La nécessité de développer un système dans lequel les gouvernements locaux et régionaux sont pleinement engagés en occupant un siège permanent aux tables de prise de décision représentant leurs communautés et pour une communauté internationale forte et un système des Nations Unies actualisé qui reflète le contexte actuel, y compris les gouvernements locaux et régionaux à toutes les étapes des processus de prise de décision. et y compris la valeur et le potentiel de la diplomatie des villes pour un système multilatéral renouvelé. Nous appelons les gouvernements nationaux impliqués dans le nouvel agenda urbain à soutenir l'engagement de notre circonscription, en tant que pierre angulaire de la réalisation des objectifs de développement durable et de la réalisation de la vision de l'agenda commun du SGNU. Nous saluons l'attribution de temps à notre circonscription pour transmettre ses messages, et pourtant nous appelons à la pleine implication de nos sphères de gouvernement dans son suivi et son examen.

Nous appelons les gouvernements nationaux et le système international à garantir un financement et des flux de revenus adéquats pour une meilleure planification et un meilleur investissement afin de réaliser les programmes mondiaux. Notre architecture budgétaire doit être repensée pour donner aux gouvernements locaux et régionaux les moyens de renforcer leurs propres ressources et d'atteindre les ODD.

Nous sommes prêts à collaborer pour réaliser cet agenda commun, en travaillant avec le Comité consultatif sur l'urbanisation durable de la PGA pour identifier les mécanismes institutionnels permettant d'impliquer les gouvernements locaux dans les processus de planification et de mise en œuvre intergouvernementaux et nationaux.



GLOBAL TASKFORCE DE GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX



www.global-taskforce.org

Facilité par :

